

FN : d'un congrès à l'autre

Edito

Rappelons nous, 1997, d'aucuns pensaient que le FN était au firmament. Mégret élu à Vitrolles, le parti fasciste autour de 15-17% en moyenne, un congrès à Strasbourg qui soulignait cette progression. Mais le mouvement unitaire antifasciste avait mobilisé. À l'appel de collectifs locaux et du Comité National de Vigilance contre l'extrême droite, une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes sillonna les rues strasbourgeoises, faisant l'événement de ce week-end printanier.

Avril 2003 est plus grinçant. Toujours Congrès du FN, à Nice cette fois, un an après le séisme du 21 avril et les 20% du FN aux Présidentielles.

Pour autant, quelques centaines de manifestants tout au plus contre le parti de la Haine. Cécité, tétanisation, actualité guerrière en Irak. De multiples raisons peuvent aider à comprendre cette redoutable régression. Mais comprendre ne vaut pas acceptation et encore moins résignation. Il n'est pas trop tard pour que les différents acteurs se ressaisissent : partis progressistes, syndicats, associations ; il est grand temps de renouer les fils de la vigilance, que les collectifs unitaires soient réactivés et que, par-delà les divergences légitimes, l'unité d'action contre le péril fasciste soit haut et fort réaffirmée ; sans attendre de prochaines élections... et de nouveaux désastres...

FN : Congrès de Nice & 1^{er} mai

L'ensemble de la presse a centré son attention, au moment du congrès du FN-du 19 au 21 avril dernier à Nice- sur la « saga familiale » des Le Pen. Elle a largement rapporté comment Jean-Marie Le Pen faisait visiblement des efforts pour imposer sa fille benjamine, Marine, en tant que probable successeur à la tête du parti d'extrême droite. Le chef vieillissant du FN alla ainsi jusqu'à la nommer vice-présidente du parti, sur un poste spécialement créé pour elle. En effet, le

parti n'avait jusqu'ici jamais connu de vice-présidence ; son président fondateur ne tolérant aucun « numéro 2 » affiché à ses côtés, et jouant- dans cet objectif- toujours le délégué général contre le secrétaire général et vice-versa. Au-delà de l'aspect « people », auquel une certaine presse a largement réduit « l'affaire Marine Le Pen », cette esquisse d'une probable succession au FN revêt des significations politiques lourdes.

Premier enjeu : Il s'agit, pour un Le Pen vieillissant et désireux que son œuvre lui survive, d'aménager l'image de son parti dans l'opinion publique en vue de déjouer sa « diabolisation ». On commença ainsi à évoquer publiquement une possible « succession Marine » au moment de l'université d'été à Annecy, fin août 2002. Or, c'est au même moment et au même endroit que le vieux chef du parti fit -pour la première fois- cet aveu, allant à l'encontre d'une image se voulant d'habitude triomphale, donnée par lui-même : s'il avait gagné au second tour de l'élection présidentielle, disait-il en substance, il aurait eu « *du mal à former un gouvernement* ». M. Le Pen reconnut ainsi un manque d'étoffe en cadres et en personnalités notoires de son « mouvement ». comme remède, il prôna à la même occasion, « *une humanisation de son image* ».

C'est à cette tâche que s'est attelé la nouvelle étoile montante du FN. Son activité principale au cours des derniers mois, en dehors de la direction du service juridique (où elle s'était déjà illustrée en 1998, dans la chasse aux mégretistes), consistait à animer une association de jeunes cadres du parti, dénommée « *générations Le Pen* ». Dans ce cadre, elle travaille avec d'autres (jeunes) militants (trentenaires) à un certain rajeunissement associé à une féminisa-

Sommaire

Page 1 & 2 : Edito ; FN : congrès de Nice et 1^{er} mai
Page 3 : NH et Luc Ferry ; NH et Raffarin
Page 4 : En Bref ; commande, contact, abonnement

tion de l'image donnée par le FN.

Mais surtout, Marine Le Pen se consacrait à un travail de terrain destiné à gagner des sympathies dans les milieux économiques. En octobre 2002, elle participe à un colloque (sur « le populisme ») à l'école de commerce HEC, en présence notamment du patron d'AXA Claude Bébéar. Six mois plus tard, début avril 2003, « *Générations Le Pen* » organisait un colloque consacré au thème de « la mondialisation » auquel participait Jean-Richard Sulzer, professeur d'économie à l'université Paris Dauphine et membre de l'UMP, réputé proche de Nicolas Sarkozy.

Si Marine Le Pen sait parfois jouer les modernistes en public -en se prononçant par exemple contre l'interdiction pure et simple de l'IVG (souhaitée par certains au FN), mais en faveur d'une politique pronataliste destinée aux seules « *familles françaises* »- elle se trouve en même temps en lien avec les « durs » d'extrême droite. Dans une interview donnée à *VSD*, début février, elle avait beau railler « *ces gens habillés en treillis avec un petit cerveau* », moins d'un mois plus tard, elle se fit verbaliser par des policiers (pour outrage verbal) lors de leur intervention dans une soirée parisienne organisée par un couple de militants « durs », anciens du GUD, (groupe violent aujourd'hui interdit) et travaillant entre temps pour le compte du FN.

Deuxième enjeu : En même temps qu'elle tente d'élargir l'audience du FN dans les milieux économiques et modernistes, Marine Le Pen est contestée dans l'appareil même du FN. Se trouve en jeu ici la contradiction entre une logique militante et une autre logique perçue comme plus « perso » de la part de Jean-Marie Le Pen. Déjà en son temps au FN, Bruno Mégret s'était insurgé contre une « *dérive monégasque* » de la part du chef, celui-ci cherchant à imposer une succession familiale.

À l'époque, ces critiques étaient partagées par les cadres quadragénaires du parti, bien formés et dotés d'une stratégie politique à long terme, qui reprochaient au vieux chef de ne pas faire fructifier le capital politique du FN. Aujourd'hui-ces cadres mégrétistes se trouvant éjectés du parti depuis 99, et ayant échoué dans leur politique- des critiques similaires émanent de la « vieille garde » du FN, celle-la même qui avait défendu bec et ongles Le Pen contre les « *jeunes carriéristes* » lors de la scission de 98. Elles étaient surtout explicitées, ces derniers temps, par Jacques Bompard, le maire

d'Orange. Celui-ci avait demandé, en février, l'instauration d'une direction collégiale « *de militants de terrain* », au lieu de voir des personnages « *médiatiques* » s'imposer au soi-disant mouvement national. Il se fit alors très violemment tancer, en public, par Jean-Marie Le Pen. Mais les réticences, notamment de la vieille garde, remontèrent très nettement à la surface lors du congrès de Nice. Elles se reflétèrent dans le mauvais résultat de Marine Le Pen pour l'élection du comité central (avec la 34e place et 450 voix sur 1300 délégués, contre 850 exprimées pour Bruno Gollnisch, le candidat de l'appareil).

Le 1^{er} mai, Le Pen et le social

Lors de la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai, où l'extrême droite défile « en l'honneur de Jeanne d'Arc », et qui réunissait environ 4000 partisans cette année, une seule pancarte à caractère « social » était visible. Elle portait l'inscription « *Garantissez nos retraites* », ce qui est très général et ne mange pas de pain... Pour le reste, étaient visibles essentiellement les sections départementales du parti, mais quasiment aucune des organisations satellites (à caractère thématique et dressées vers un public social déterminé) que le FN avait tenté d'implanter au cours des années 90 : pseudo syndicats, front anti-chômage...

À noter par ailleurs, la présence fortement visible, et en tête de la manifestation -ce qui est inhabituel, par rapport aux années précédentes- de jeunes militants très radicaux, dont certains au allure ouvertement néonazi.

Était aussi « intéressant » le contenu du discours prononcé par Le Pen le 1^{er} mai dernier. Par rapport au thème social le plus important du moment, la mobilisation en défense des retraites menacées par le plan Fillon, Le Pen avait choisi de se placer ouvertement dans le camp hostile aux défenseurs des acquis en la matière. « *Il faut travailler plus et plus longtemps en France, et même dans l'Education nationale* », tonna le leader du FN dans son discours. Ainsi, à la différence de Jörg Haider dans le débat autrichien actuel sur l'avenir des retraites, Le Pen ne tente pas d'apparaître comme faux ami des opposants à une « réforme » antisociale. « *Quand ça va mal, la gauche défile, comme si elle pensait avec ses pieds (...)* Demain, elle manifestera peut-être contre la grippe asiatique, la grêle ou le cancer du sein » se gaussa-t-il devant son public en se moquant des mobilisations sociales actuelles.

Pour autant, dans le conflit actuel, Le Pen ne choisit pas le camp du MEDEF puisque ce dernier « *soutient les entrepreneurs comme la corde soutient le pendu* » selon lui. Le chef du parti extrême droite fustigea violemment « *l'esprit de lucre et de spéculation* » que représente le MEDEF, recourant à un vieux discours d'extrême droite à connotation antisémite et conspirationniste contre « le capital financier apatride ». Jean-Marie Le Pen s'érige ainsi en « alternative » de rupture radicale à la fois avec la gauche politique et syndicale « *prisonniers d'une vision internationaliste des rapports sociaux* », et « *crispée sur les acquis sociaux* » et en même temps avec la droite bourgeoise et patronale (« *le cartel des financiers* »).

Ainsi, il revient à une conception somme toute classique d'extrême droite. Mais dans la situation actuelle, marquée par les conflits et une opposition forte contre les mesures antisociales du gouvernement appuyé par le MEDEF, il prend néanmoins un gros risque. En cas de polarisation sociale accentuée, il risque de se voir évincé du débat. Surtout, il ne réussira pas –loin de là– à coller à l'expression du mécontentement social qui gronde dans le pays. Néanmoins, les choses risquent d'être très différentes en cas de défaite du mouvement social, avec l'amertume qui risque alors de l'accompagner. Le Pen tentera alors, à n'en pas douter, de s'ériger en « dernier recours » possible. Une bonne raison de plus pour travailler à la réussite de ce mouvement !

NH prend la défense de Ferry (Luc)...

National Hebdo n°983 (22-28.05.2003) consacre deux articles au ministre de l'Education Nationale. L'un, sous la signature de Topoline, est intitulé « *Livres brûlés, examens sabotés, les enseignants sont devenus fous* » ; il reprend en partie des articles de Claude Askolovitch (Le Nouvel Observateur du 15.05) et de Robert Redeker, professeur de philosophie (Le Figaro du 16.05), qui « expliquent » pourquoi Luc Ferry est devenu « *le ministre à problèmes du gouvernement* ». Tout cela est simple : les enseignants « *remontés, hystériques, haineux* » sont victimes d'une « *désintellectualisation galopante* » (sic !), ils ne supportent donc pas un ministre philosophe... qui est salué par NH pour sa pensée anti-mai 68. Remarquons au passage les nombreuses références à des prétendus autodafés du livre de L. Ferry, ainsi que la façon

d'égratigner la FCPE, qualifiée de « *très gauchiste* »...

L'autre est une tribune offerte à Jean-Richard Sulzer, professeur à l'Université de Paris Dauphine et annonce : « *Réforme Luc Ferry pour les universités : enfin la sélection !* ». Là, il s'agit de démontrer pourquoi les « *enseignants de droite ne peuvent qu'appuyer la réforme Ferry* » : parce qu'elle permet aux universités d'établir une sélection des étudiants, en particulier par l'augmentation des droits d'inscription, et de « *rééquilibrer les conseils d'administration (au profit des décideurs économiques et aux dépens des syndicats marxistes)* » (re-sic !). Cette tribune est d'ailleurs un plaidoyer indécent pour une université élitiste au service du libéralisme le plus sauvage.

À travers ces deux articles, le message du Front national est assez clair : ce qui doit être combattu, c'est l'égalité des chances pour tous, et Luc Ferry doit être soutenu pour son zèle à démanteler un service public de l'Education qui défend, malgré toutes les difficultés, ce principe insupportable pour l'extrême droite. Rien n'est dit évidemment sur le fond des mesures refusées par l'ensemble des personnels de l'Education Nationale (décentralisation, suppression de postes d'encadrants, non-remplacement des départs à la retraite, gel des budgets, entre autres...). Ce qui importe, c'est de stigmatiser des enseignants en lutte (tous des gauchistes...) et de tenter d'établir des passerelles entre la droite « nationale-républicaine » et l'extrême droite « nationale-sociale ». La signature d'un universitaire dans les colonnes de l'hebdomadaire fasciste doit à cet égard nous alerter un peu plus encore sur la banalisation des idées d'extrême droite dans le milieu enseignant en général.

...Et tape sur Raffarin

Dans *NH* n° 982 (15/21-05-03) un article titré : « *Raffarin dans l'impasse des retraites !* ». Cet article permet au journaliste de mettre tout le monde dans le même sac en utilisant l'argument connu : tous les mêmes ! (dit poliment).

D'abord une introduction claire « *telle la seiche avec son encre, le Premier ministre se dissimule derrière un nuage de mots.* » Selon NH, il s'agit de jeter « *l'un contre l'autre (...) deux blocs antagonistes à la grande satisfaction de Raffarin et de la gauche, celui (...) du "privé" et du "public".* » En glissant un coup de griffe

sur « *les syndicats marxistes [paralysant] le pays par la grève* », il découle de ces manœuvres qu'il s'agit, « *pour les blocs de gauche et de fausse droite (...) de mettre hors course, l'empêcheur de tromper en rond qu'est le front national de Jean-Marie Le Pen* »

Après une explication très pédagogique des conséquences de ce projet de loi avec des exemples, une phrase bien sentie : « *L'effrayante portion congrue des retraites agricoles est masquée par la pirouette consistant à annoncer leur mensualisation.* » Et pour ne pas oublier de ratisser largement : « *La situation des femmes qui ont éduqué des enfants est escamotée. Balladur les avait mis en dessous du SMIC pour leur immense majorité, voici qu'avec l'équipe Raffarin, elles finiront entre un peu plus et un peu moins de 500 euros entre 2008 et 2020.* » Voilà qui est important pour un parti préconisant le retour des femmes au foyer !

Enfin, une conclusion extrêmement adroite (sans jeu de mots !) pour présenter un panel du programme du FN. Premier point abordé : « *le renouvellement des générations* » accompagné par une allusion aux « *couples homosexuels* » et au « *millier au moins d'avortements quotidiens, on voit mal ce qui peut faire augmenter le taux de fécondité.* »

Le journaliste continue avec « *la pratique désastreuse de l'importation des populations immigrées* »...

Sans oublier « *la durée excessive des études, par suite d'une Education nationale enferrée dans des errements insolubles* »

Mais selon NH, « *l'allongement de la durée du travail [est] en théorie possible* »

Ne soyons pas inquiets pour autant, « *le front national réfléchit et propose* »

Autant dire qu'il ne nous faut baisser la garde dans aucun domaine !

En bref

Dans le bulletin municipal « *Vivre ensemble* » n°232 de Créteil (94)

Dans la page Expressions libres, où il est indiqué dans la marge « *Les propos tenus dans les colonnes de la rubrique Expressions libres n'engagent que leurs auteurs* », la liste Groupe Mouvement National Républicain (Mégrétiste) s'en prend violemment aux fonctionnaires.

En citant plusieurs pays d'Europe ayant diminué (en pourcentages) le nombre de leurs

fonctionnaires sans donner de références des populations respectives, l'article ne manque pas de qualifier le statut de certains ministères d'« *inefficaces ou inutiles* ». La conclusion est tout aussi lapidaire « *Qui prendrait le risque de se passer de six millions d'électeurs éventuels ? Quand enfin nos élus s'occuperont-ils des intérêts de tous les français ?* »

| Commande du livre | | |
|--|-------|----------|
| Nom Prénom | et/ou | Syndicat |
| Adresse | | |
| Code Postal | Ville | |
| Merci de m'envoyer..... Exemple(s) de « <i>Le Front national au travail</i> » x 8 € (port gratuit) | | |
| Chèque à l'ordre d'isa | | |
| Envoyez à ISA c/o VISA | | |
| 80/82 rue de Montreuil 75011 Paris | | |

| Abonnement | | |
|---|-----------|-----------------|
| Nom Prénom | et/ou | syndicat |
| Adresse | | |
| Code Postal | Ville | |
| 🍏 10 numéros : 7,60 € | | |
| 🍏 Abonnement de soutien : 15 € ou plus | | |
| Chèque à l'ordre d'ISA | | |
| Contact | | |
| ISA chez VISA | | |
| 80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris | | |
| Fax :01 48 36 66 33 | | |
| email : visacom@club-internet.fr | | |
| Dir. De publication : F. Pécoup | | |
| Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau, | | |
| Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT), | | |
| C. Aumeran (SNUI), C. Birnbaum (SNESUP-FSU), | | |
| P. Farfart (SNUIPP-FSU), F. Mahé RIF Paris 19° | | |
| JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU), D. Turbet-Delof (SNUI), | | |
| JL. | Wichegrod | (CGT Finances), |
| CCPA n°0603 S 05157 | | |
| Edité par VISA / Imprimé par nos soins | | |